



TTIP – les bénéfices pour le Luxembourg liés à l'élimination des barrières

26 février 2015

Cecilia Malmström, Commissaire Européenne au Commerce

Evènement à l'Université de Luxembourg

Mesdames et messieurs,

Je vous remercie de m'avoir invitée à m'exprimer devant vous cet après-midi.

C'est très important pour moi de rencontrer des étudiants. J'essaie de le faire pendant chacun de mes visites.

En plus, le Luxembourg est un excellent endroit pour aborder le sujet du commerce international puisque votre profil national est marqué par l'ouverture et la foi dans les règles internationales.

En effet le Luxembourg est un pays dont l'indépendance n'a pas été marquée par la construction de nouvelles fortifications mais au contraire par la destruction d'une forteresse.

Et c'est un pays dont l'indépendance n'a pas été assurée par son isolation de ses voisins, mais par son intégration avec eux au sein de l'Union Européenne.

Le TTIP, le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement, n'aura pas une portée aussi importante pour le Luxembourg que le Traité de Londres de 1867 ou le Traité de Rome de 1959.

Toutefois ce partenariat aura des retombées positives pour le pays.

En premier lieu le TTIP permettra d'élargir les opportunités économiques.

En second lieu, il rendra le gouvernement plus efficient.

En troisième lieu, il renforcera la voix du Luxembourg et de l'Union européenne sur la scène mondiale.

Le TTIP créera de nouvelles opportunités sur le plan économique pour les futurs diplômés de l'Université que vous êtes...

... en facilitant le commerce avec le premier partenaire commercial direct hors Union Européenne du Luxembourg, après la Suisse.

Je dis direct car cela est important dans le contexte du commerce luxembourgeois. En effet, nombreux de vos biens et services exportés sont d'abord envoyés en Allemagne, en France ou au Royaume-Uni.

Dans de nombreux cas la destination finale de ces exportations est bien au-delà de ces pays, car il sont souvent intégrés dans d'autres produits et services et réexportés au monde entier. 115.000 emplois au Luxembourg dépendent des exportations à destination de territoires en dehors de l'UE. 15.000 de ces emplois dépendent des exportations qui quittent l'Europe depuis un autre Etat-Membre.

Le TTIP aidera à créer davantage de ces emplois liés aux exportations en créant de nouvelles opportunités vers les Etats-Unis pour les entreprises européennes.

Par conséquent, plusieurs secteurs importants de l'économie luxembourgeoise seront dynamisés.

Il sera plus facile, par exemple, pour les fabricants d'automobile d'exporter les pièces détachées de voiture et les voitures elles-mêmes.

Les voitures américaines sont tout aussi fiables que les voitures européennes sur le plan de la sécurité. C'est un constat de bon sens, qui est aussi soutenu par des analyses détaillées. Le fait de le mettre noir sur blanc formellement dans le TTIP, permettra de faciliter le commerce tout en garantissant aux consommateurs un niveau élevé de sécurité.

Le Luxembourg est également un grand exportateur de matière plastique utilisée dans la fabrication de bouteilles à usage alimentaire. L'an dernier ce sont 4,5 millions d'euros de plastique qui ont été exportés vers les Etats-Unis.

Mais les Etats-Unis imposent des droits de douane d'environ 5% sur ces produits. Cela représente un coût important pour une industrie dont les marges sont restreintes. Le TTIP pourrait permettre de supprimer ces droits de douane.

Et le TTIP ne concerne pas seulement les grandes industries d'aujourd'hui. Il s'agit également de permettre de développer les secteurs de demain. Le Luxembourg dispose déjà d'un important pôle d'innovation en matière de santé.

Le TTIP peut soutenir son développement. Les médicaments et les appareils médicaux font partie – à juste titre – des secteurs économiques les plus réglementés. Le TTIP aiderait à rendre compatibles les standards élevés des Etats-Unis et de l'UE dans le domaine sans nuire à la sécurité des patients. Par exemple:

- il éviterait de recourir à des inspections par les autorités américaines des usines déjà inspectées par les autorités européennes afin de vérifier le respect des mêmes normes;
- il permettrait de rendre plus similaire le format électronique d'envoi des données des tests cliniques pour les appareils médicaux;
- il permettrait de garantir que les systèmes utilisés pour assurer la traçabilité et éventuellement le retrait du marché d'appareils médicaux, soient compatibles.

Enfin, le TTIP va bien au-delà de la seule industrie. Les services, et la finance en particulier, sont une composante essentielle de l'économie luxembourgeoise. Ils bénéficieront aussi d'un marché transatlantique plus intégré. Davantage de coopération entre l'Union Européenne et les Etats-Unis en matière de réglementation financière aiderait à garantir davantage de stabilité financière.

Au-delà des aspects économiques, j'aimerais rappeler que le TTIP impliquera d'autres bénéfices, par exemple en rapport avec le gouvernement.

La plupart des inquiétudes exprimées sur cet accord sont basées sur l'idée que le TTIP risque de réduire la capacité de l'Union Européenne et des gouvernements nationaux à produire des standards élevés en matière de réglementation des services publics.

En fait c'est le contraire. Le TTIP ne vise pas seulement à protéger ces standards élevés, il améliorera la capacité des gouvernements à fournir ce que leurs citoyens demandent.

Premièrement, le TTIP n'empêchera pas les gouvernements à fournir des services publics de haute qualité, comme la santé, l'éducation ou la distribution d'eau. Le TTIP permettra de clarifier le fait que:

- les autorités n'ont pas à ouvrir, contre leur gré, les services publics à la concurrence de fournisseurs privés;
- elles n'ont pas à privatiser des services publics;
- elles peuvent conserver leurs monopoles dans le domaine des services publics si elles en font le choix;
- et enfin les autorités peuvent, quand elles le souhaitent, changer leurs politiques publiques et réintégrer dans le secteur public des services externalisés auparavant, à condition de respecter les droits de propriété.

Deuxièmement, le TTIP ne risque pas de diluer la réglementation européenne régissant la santé, la sécurité et l'environnement.

Nos efforts dans le TTIP en matière de coopération réglementaire sont concentrés dans des domaines où les réglementations américaines et européennes sont similaires.

Nous maintenons à l'écart les domaines dans lesquels l'Europe et les Etats Unis ont des vues divergentes. Par exemple, le TTIP ne changera pas nos lois en matière de bœuf traité aux hormones ou d'OGM.

Troisièmement, le TTIP est très prudent en matière d'investissement.

Le système de règlement des différends entre investisseurs et Etats est à l'heure actuelle le point le plus sensible dans ces négociations. Cela étant, nous continuons à travailler activement sur une nouvelle approche européenne qui prenne en compte les critiques de la société civile.

Laissez-moi vous rappeler les deux principes à partir desquels nous travaillons:

- l'Europe est le premier investisseur étranger au monde. Nous avons un intérêt à avoir des règles qui garantissent aux investisseurs un traitement équitable.
- cependant nous avons besoin de nous assurer que notre droit de réglementer dans l'intérêt général soit garanti.

Ce que nous faisons actuellement c'est d'essayer de trouver un moyen d'équilibrer ces deux principes. Je suis convaincu que nous le ferons.

Le dernier point que je souhaiterais expliquer aux citoyens sur le lien entre le TTIP et les gouvernements, c'est que le traité pourrait permettre de rendre nos gouvernements plus efficaces.

- la coopération en matière réglementaire, par exemple, aide les autorités réglementaires à prendre de meilleures décisions. Elles travaillent toujours avec une marge d'incertitude – parce qu'elles doivent créer des règles pour des technologies nouvelles, dont les implications, par définition, ne peuvent pas encore être totalement appréhendées. Le fait de travailler avec d'autres experts du secteur situés de l'autre côté de l'Atlantique peut les aider. Cela leur donne accès à davantage de données et d'avis dans le domaine.
- de plus, la coopération en matière de mise en œuvre des règles permet de réduire les coûts. J'ai déjà mentionné la double inspection américaine et européenne des usines. Cela est inutile. Nous devrions utiliser nos ressources, qui sont limitées, à de vraies priorités.

- Et n'oublions pas que les gouvernements consomment également. Ils achètent des biens et des services pour effectuer leur travail en faveur des citoyens. Le fait de supprimer les barrières au commerce – y compris les barrières d'accès aux marchés publics – permet de réduire le prix payé par les gouvernements. Cela permet d'économiser de l'argent.

Dans les faits, le TTIP va donc faire gagner à nos gouvernements de l'efficacité, ceux-ci étant mieux placés pour défendre nos intérêts.

Le dernier argument en faveur du TTIP que je souhaiterai aborder est totalement cohérent avec la logique de l'appui par le Luxembourg de la construction européenne.

Dans un monde où on n'est pas l'acteur le plus grand, on a tout intérêt à développer des alliances fortes et des règles fermes.

Aujourd'hui l'Union européenne est le plus grand acteur. Nous produisons plus que n'importe quel autre acteur. Nous exportons et nous importons davantage. Nous détenons le plus important stock d'investissements étrangers et en accueillons plus que n'importe quelle autre économie.

Mais le monde change. Au cours de ces 30 dernières années, un miracle économique sans précédent s'est produit en Asie et en Amérique latine. Nous assistons également à la croissance naissante dans plusieurs parties de l'Afrique. Le résultat est que la pauvreté n'a jamais autant reculé dans le monde. C'est un grand pas pour l'humanité.

Mais ces changements ont d'autres conséquences spécifiques pour l'Europe. Si notre économie est relativement plus petite, notre influence dans les affaires mondiales risque d'être relativement plus petite également.

Ce point est important. Parce qu'en parallèle de ces changements, le monde devient plus connecté économiquement, technologiquement et sur le plan environnemental également. Cette connectivité fait naître le besoin de nouvelles règles du jeu à dimension globale.

La question est de savoir comment ces règles vont être écrites. Et quelles sont les valeurs qui leurs seront sous-jacentes.

L'Union Européenne est fondée sur des valeurs de démocratie, de droits de l'Homme, d'Etat de droit, de réglementation visant à protéger les citoyens et l'environnement et, bien évidemment, une valeur d'ouverture des marchés.

Que ces valeurs soient prises en compte lorsque la communauté internationale s'assoit autour d'une table pour écrire les règles mondiales, n'est pas juste dans notre intérêt. Il s'agit d'une question de principe.

Comment y parvenir? En faisant des alliances.

Malgré toutes leurs différences, les Etats-Unis et l'Union Européenne sont fondés sur un socle commun de valeurs partagées qui trouvent leur origine au siècle des Lumières.

Notre alliance a façonné le monde au cours du 20ème siècle. Au 21è siècle, d'autres puissances vont jouer un plus grand rôle. Et c'est normal.

Mais si nous souhaitons toujours promouvoir nos valeurs communes, un partenariat transatlantique est essentiel. Et c'est ce que nous offre le partenariat TTIP.

Et ce partenariat TTIP ne sera pas bénéfique seulement à l'Europe mais reposera sur des impacts positifs clefs pour les pays en développement, notamment en aboutissant à une meilleure coopération réglementaire pour tous. Je veillerai pendant mon mandat à ce que le commerce et le développement se supportent mutuellement dans une vision du commerce plus holistique et humaine.

En tant que futurs diplômés, j'espère que vous comprenez que la réalisation d'un partenariat TTIP fort vous apportera des bénéfices directs dans vos emplois futurs – via des opportunités économiques élargies, un gouvernement plus efficient et le renforcement de notre place à l'échelle mondiale.

Pour cela, nous avons besoin d'un accord substantiel qui permette de sceller un accord dans de nouveaux domaines.

Pour moi, cela signifie deux choses. La première est de négocier arduement afin d'aboutir à un bon résultat. Je peux vous garantir que la Commission Européenne fait tout pour y parvenir, en coopération étroite avec les gouvernements nationaux et le Parlement Européen.

La seconde est de créer les conditions pour que les citoyens européens et en particulier vous la nouvelle génération, participent à l'élaboration de cet accord. Le débat au sujet de cet accord nécessite une bonne information. C'est la raison pour laquelle j'ai pris les dispositions nécessaires afin de rendre ces négociations plus transparentes.

Si nous répondons à ces questions, nous parviendrons à un résultat qui répond aux besoins de nos citoyens.

L'obtention d'un bon accord TTIP ne sera pas facile.

Mais parfois des efforts considérables sont nécessaires pour atteindre un objectif ambitieux.

Je suis déterminée à travailler d'arrache-pied afin d'y parvenir. J'espère que vous vous joindrez à mes efforts.

Je vous remercie pour votre attention.